



L'événement

Une zone d'éducation « prioritaire » oubliée de tous

Dans le département français d'Amazonie, le système éducatif est en ruine. La situation n'est pas nouvelle, mais rien n'est fait pour l'améliorer...

Quand le taux de chômage dépasse les 25 %, quand le taux de pauvreté avoisine les 50 %, l'éducation des enfants représente bien souvent le principal espoir des familles. L'école apparaît comme le meilleur moyen de permettre aux jeunes générations de se construire un meilleur avenir, de sortir de la précarité. Pourtant, cette promesse républicaine de l'éducation nationale, si elle est déjà mise à mal dans l'Hexagone, apparaît en Guyane au mieux comme une illusion, voire comme un mensonge.

Il suffit de quelques chiffres pour poser le constat de la ruine du système scolaire dans le département. Loin du mythique objectif des 80 % d'une génération au baccalauréat, les jeunes Guyanais ne sont que 12 % à être titulaires du fameux diplôme sésame pour l'enseignement supérieur. On estime aujourd'hui qu'un élève de sixième parisien a 80,8 % de chances d'obtenir son bac, alors que son camarade guyanais n'y arrivera que dans 54,8 % des cas. Après 16 ans et la fin de la scolarité obligatoire, 59 % des jeunes quittent définitivement les études. 6 % seulement des jeunes Guyanais ont un diplôme universitaire. Et même en dessous de 16 ans, alors que la scolarité est théoriquement obligatoire, on estime à 10 000 le nombre d'enfants non scolarisés et à 56 % le taux de décrochage scolaire.

« Ça fait vingt-cinq ans que l'éducation en Guyane périclète, se désolent Paul Losada, responsable du Snuipp-FSU à Kourou. Nous sommes classés en zone prioritaire renforcée, pourtant nous n'avons rien comme moyens. » À titre d'exemple, un chiffre démontre le fossé qui sépare la Guyane de l'Hexagone : on compte en Lozère trente ordinateurs pour cent élèves. En Guyane, pour autant d'enfants, il n'y en a que trois. Le syndicaliste dénonce la vétusté des locaux : « Nous enseignons

dans des bâtiments insalubres, où la sécurité minimale des élèves et des personnels ne peut pas être assurée. » Surtout, « il y a un problème de formation des enseignants. Dans le premier degré, nous comptons 400 contrats précaires, et il y en a encore plus dans le second degré. » En effet, pour compenser l'immense manque d'enseignants titulaires, l'éducation nationale recrute chaque année des jeunes au niveau licence et les jette dans les classes sans la moindre formation pédagogique et mal payés. Une manière de répondre à l'urgence et de remettre la résolution du problème structurel à plus tard.

Un plan de rattrapage immédiat est réclamé pour la Guyane

D'autres difficultés sont posées par la spécificité même du territoire guyanais, organisé autour des deux fleuves, Maroni et Oyapock. « Le transport scolaire est fluvial. Les enfants se lèvent à 5 heures le matin, ils font plusieurs heures en pirogue de leurs villages à l'école », explique Paul Losada. Des journées d'une longueur intenable pour les enfants aggravées par le fait que beaucoup d'établissements ne disposent pas de cantine. « Ils arrivent avec le ventre vide et repartent avec le ventre vide, déplore l'enseignant. Il est impossible d'étudier convenablement dans une telle situation. » Pour ces jeunes, souvent issus des peuples amérindiens ou businenge, se pose aussi le problème de l'acculturation. S'il existe des instituteurs en langues maternelles, ils sont

en nombre insuffisant.

« Nous demandons un plan de rattrapage immédiat pour la Guyane. Il en va de l'avenir du pays ! » exige Paul Losada. Car la désintégration de l'éducation en Guyane pèse sur bien d'autres aspects de la vie. Évidemment sur le taux de chômage, mais aussi, selon l'enseignant, sur la sécurité : « Dans un tel contexte, avec l'emploi inexistant, quand un jeune décroche, il se retrouve trop souvent à basculer dans l'alcool, les drogues et la violence. »

ADRIEN ROUCHALEOU

« Nous enseignons dans des bâtiments insalubres, où la sécurité minimale ne peut pas être assurée. »

PAUL LOSADA RESPONSABLE DU SNUIPP-FSU À KOUROU.



Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

Manifestation d'enseignants, hier, devant le rectorat de Cayenne. Jody Amiet/AFP